



Transat A.T. inc.

1

Rapport trimestriel

Période terminée
le 31 janvier 2006

Voyagistes expéditifs

Kilomètre Voyages
Nolitours
Rêvatours
Vacances Transat
Air Consultants Europe
Bennett Voyages
Brok'Air
Look Voyages
Vacances Transat (France)

Agences de voyages et distribution

Club Voyages
exinow.ca
TravelPlus
Trip Central
Voyages en Liberté
Club Voyages (France)

Transport aérien

Air Transat
Handlex

Voyagistes réceptifs et services à destination

Cameleon
Jonview Canada
Trafic Tours
Transat Holidays USA
Tourissimo
Tourgreece

Amérique du Nord
Europe



Siège social

Transat A.T. inc.
Place du Parc
300, rue Léo-Pariseau, bureau 600
Montréal (Québec) H2X 4C2
Téléphone : 514.987.1660
Télécopieur : 514.987.8035
www.transat.com
info@transat.com

**Agent des transferts et
agent comptable des registres**
Compagnie Trust CIBC Mellon

Cote officielle

Les actions cotées de la société
sont inscrites à la Bourse de
Toronto sous les symboles
TRZ.B et TRZ.RV.A.

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation, la performance et la situation financière de Transat A.T. inc. pour le trimestre terminé le 31 janvier 2006, par rapport au trimestre terminé le 31 janvier 2005. Il devrait être lu de concert avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du premier trimestre des exercices 2006 et 2005, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2005, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du premier trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2005. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. On peut obtenir davantage d'informations à notre sujet, y compris notre Notice annuelle pour l'exercice complété le 31 octobre 2005, par l'entremise de notre site Internet (www.transat.com) ou sur SEDAR (www.sedar.com).

Nos états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Dans ce rapport de gestion, nous présenterons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Ces mesures n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Elles ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas remplacer d'autres mesures de rendement préparées en vertu des PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions «Transat», «nous», «notre» ou la «société», sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

Ce rapport de gestion contient également certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. En soi, ces déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Nous considérons que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables, mais nous avisons le lecteur que ces hypothèses à l'égard d'événements futurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, pourraient se révéler incorrectes puisqu'elles sont soumises à des risques et à des incertitudes propres à nos activités. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 13 mars 2006. La société n'a pas l'intention et estime qu'elle n'a pas l'obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, y compris sur la base d'informations nouvelles, d'événements futurs ou autres, sauf lorsque requis par la loi.

Faits saillants financiers

Pour les trimestres terminés le 31 janvier
[en milliers de dollars]

	2006 \$	2005 \$	Écart \$	Écart %
États consolidés des résultats				
Revenus	581 576	588 740	(7 164)	(1,2)
Marge ¹	14 030	13 833	197	1,4
Bénéfice net (perte nette)	5 168	(1 800)	6 968	387,1
Bénéfice (perte) de base par action	0,14	(0,08)	0,22	275,0
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	0,13	(0,08)	0,21	262,5
États consolidés des flux de trésorerie				
Activités d'exploitation	65 119	53 399	11 720	21,9
	Au 31 janvier 2006	Au 31 octobre 2005		
Bilans consolidés				
Espèces et quasi-espèces	195 365	293 495	(98 130)	(33,4)
Espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées	202 201	182 268	19 933	10,9
	397 566	475 763	(78 197)	(16,4)
Actif	918 566	949 537	(30 971)	(3,3)
Dette (à court terme et à long terme)	93 724	106 769	(13 045)	(12,2)
Dette totale ¹	427 483	463 382	(35 899)	(7,7)
Dette nette ¹	232 118	169 887	62 231	36,6

¹ MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les expressions «marge», «dette totale» et «dette nette» n'ont pas de sens prescrit par les PCGR du Canada et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Ces expressions sont présentées de manière uniforme d'un exercice à l'autre, car la direction les utilise pour mesurer le rendement financier de la société.

La marge est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente. La marge est représentée par les revenus moins les dépenses d'exploitation dans les états consolidés des résultats non vérifiés.

La dette totale est utilisée par la direction pour déterminer les besoins futurs de liquidités de la société. Elle est représentée par la combinaison de la dette au bilan (obligations en vertu de contrats de location-acquisition et débetures) et des ententes hors bilan présentées à la page 10.

La dette nette est utilisée par la direction pour évaluer sa situation de trésorerie. Elle est représentée par la dette totale (comme déjà mentionné) moins les espèces et les quasi-espèces non détenues en fiducie ou autrement réservées.

APERÇU

Transat compte parmi les plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international au monde. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et dans deux secteurs géographiques, plus précisément l'Amérique du Nord et l'Europe. L'activité principale de Transat consiste en des forfaits voyages vacances et une combinaison de vols réguliers et de vols nolisés. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditif et voyagiste réceptif en regroupant des produits et services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France et ailleurs, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines nous appartiennent. Nous exploitons la société aérienne chef de file des vols nolisés internationaux au Canada. Nous offrons aussi des vols réguliers entre le Canada et plusieurs pays. Nous offrons également des services à destination et des services de gestion hôtelière.

Le marché du tourisme international ne cesse de croître, et la vision de Transat est de maximiser la valeur pour les actionnaires en pénétrant de nouveaux marchés, en accroissant sa part de marché et en maximisant les bénéfices de l'intégration verticale. Nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyagiste expéditif et voyagiste réceptif, en plus d'être la plus importante société de vols nolisés internationaux du pays. Nous sommes solidement implantés en France comme voyagiste expéditif intégré verticalement. Nous avons bien ancré nos marques et nous offrons une vaste gamme de destinations internationales à partir du Canada et de l'Europe. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans d'autres pays d'Europe.

À la fin de l'exercice terminée le 31 octobre 2005, nous avons finalisé la préparation d'un plan stratégique triennal axé sur la croissance et sur la rentabilité. Nous misons sur l'augmentation du tourisme international pour accélérer notre développement en Amérique du Nord et en Europe. Pour ce faire, nous procéderons à de nouvelles acquisitions, tout en poursuivant notre croissance interne à un rythme dynamique.

Nos principaux axes stratégiques sont les suivants :

- Renforcer notre présence en Ontario en ajoutant de nouvelles destinations et en étendant notre réseau de distribution.
- Accroître notre part de marché et poursuivre notre intégration verticale en France et au Royaume-Uni et poursuivre nos efforts pour s'étendre dans d'autres pays européens en tant que voyagiste.
- Investir de nouveaux marchés dont les États-Unis et l'Amérique latine.
- Accélérer le développement des services à destination et prendre en charge une partie de nos besoins en hébergement.
- Poursuivre nos efforts et de nos investissements en technologie et en formation.

Transat prévoit que la réalisation de ce plan stratégique pourrait requérir jusqu'à 300 millions de dollars sur trois ans, investissement qui sera financé à même les liquidités existantes, les flux de trésorerie futurs et des sources externes au besoin.

Voici nos objectifs pour l'exercice 2006 :

- Accroître la compétitivité de Transat sur les marchés canadien et européen.
- Pousser l'intégration verticale à destination.
- Augmenter notre envergure en pénétrant de nouveaux marchés.
- Planifier et commencer l'implantation de la nouvelle génération des systèmes d'information.
- Poursuivre le développement de notre «nouvelle» base en France.
- Créer un environnement qui permet l'acquisition, le développement et le partage en continu des compétences.

Les principaux inducteurs de performance suivants sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés :

- Part de marché
- Croissance des revenus
- Marge

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent nos espèces et quasi-espèces non détenues en fiducie ou autrement réservées. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

Nos activités, nos stratégies et nos objectifs, de même que les inducteurs de performance et les ressources requises pour exécuter les stratégies et atteindre les objectifs sont décrits en détails dans notre rapport annuel de 2005.

ACQUISITIONS

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2006, la société a procédé à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Le 1^{er} décembre 2005, la société a acquis les actifs de vingt agences de voyages du réseau Carlson Wagonlit Travel en France pour une contrepartie au comptant de 3,1 millions d'euros (4,3 millions de dollars). Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter du 1^{er} janvier 2006.

Au cours du premier trimestre de 2006, la société a acquis, par l'intermédiaire de Trip Central, les actifs de quatre agences de voyages situées en Ontario pour une contrepartie totale de 0,8 million de dollars. Un montant de 0,2 million de dollars a été versé au comptant aux dates d'acquisition, et le solde de 0,6 million de dollars est payable en versements répartis sur des périodes variant de trois à cinq ans. Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective.

Par suite de ces opérations, l'écart d'acquisition au bilan a augmenté de 4,6 millions de dollars.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

Revenus

Pour les trimestres terminés le 31 janvier
[en milliers de dollars]

	2006 \$	2005 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	581 576	588 740	(7 164)	(1,2)

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

La diminution des revenus de la société, de 7,2 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2005, est principalement attribuable à l'appréciation du dollar par rapport à l'euro, dont l'effet a cependant été compensée en partie par une augmentation de 3,4 % du nombre de voyageurs. Cette dernière est le résultat d'une augmentation de 1,9 % du nombre de voyageurs en Amérique du Nord, et par une augmentation de 18,5 % du nombre de voyageurs en Europe.

Dépenses d'exploitation

Pour les trimestres terminés le 31 janvier
[en milliers de dollars]

	2006 \$	2005 \$	Écart \$	Écart %
Coûts directs	307 416	319 408	(11 992)	(3,8)
Salaires et avantages sociaux	63 201	58 595	4 606	7,9
Carburant d'aéronefs	46 447	36 939	9 508	25,7
Commissions	45 704	56 620	(10 916)	(19,3)
Entretien d'aéronefs	19 355	21 310	(1 955)	(9,2)
Frais d'aéroports et de navigation	13 022	13 605	(583)	(4,3)
Loyer d'aéronefs	12 315	12 999	(684)	(5,3)
Autres	60 086	55 431	4 655	8,4
Total	567 546	574 907	(7 361)	(1,3)

Nos dépenses d'exploitation englobent principalement les coûts directs, les salaires et avantages sociaux, le carburant d'aéronefs, les commissions, l'entretien d'aéronefs, les frais d'aéroports et de navigation et les loyers d'aéronefs.

Nos dépenses d'exploitation totales ont diminué de 7,4 millions de dollars pour le premier trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2005.

Les coûts directs ont diminué de 3,8 %. Cette diminution résulte principalement de la vigueur du dollar.

Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 7,9 % à la suite de l'intensification de l'activité commerciale, de même qu'à cause des acquisitions effectuées en 2005.

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 25,7%. Cette augmentation découle de la hausse des prix du carburant.

La diminution de 19,3 % des commissions est principalement attribuable à la baisse des taux de commission de notre voyageur Nolitours à la suite de notre revue de politique de prix et de l'approche de distribution, combinée à la vigueur du dollar par rapport à l'euro.

Les frais d'entretien d'aéronefs ont diminué de 9,2 % et découle de l'appréciation du dollar par rapport à la devise américaine.

L'augmentation des autres frais découle principalement de la hausse de nos frais de marketing afin de promouvoir nos marques et plus précisément Nolitours, et de la hausse de nos frais informatiques.

Secteurs géographiques

Amérique du Nord

Pour les trimestres terminés le 31 janvier

[en milliers de dollars]

	2006 \$	2005 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	510 680	506 030	4 650	0,9
Dépenses d'exploitation	489 457	485 420	4 037	0,8
Marges	21 223	20 610	613	3,0

En Amérique du Nord, l'augmentation des revenus est principalement attribuable à la hausse de 1,9 % du nombre de voyageurs. Bien qu'il y ait eu une pression sur les prix au cours du trimestre, ceux-ci ont été légèrement supérieurs à ceux du trimestre de 2005. La diminution des frais de commissions a contribué à compenser l'incidence de l'augmentation des prix du carburant, nous permettant ainsi d'afficher une marge de 4,2 %, par rapport à 4,1 % pour la période correspondante de 2005.

Europe

Pour les trimestres terminés le 31 janvier

[en milliers de dollars]

	2006 \$	2005 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	70 896	82 710	(11 814)	(14,3)
Dépenses d'exploitation	78 089	89 487	(11 398)	(12,7)
Marges	(7 193)	(6 777)	(416)	(6,1)

En Europe, les revenus et les dépenses ont diminué par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces diminutions découlent principalement de la vigueur du dollar par rapport à l'euro. L'effet sur les revenus de l'augmentation de 18,5 % du nombre de voyageurs a été compensée par une diminution des revenus provenant des ventes de vols secs, lesquelles étaient négligeables par rapport à celles du trimestre correspondant de 2005. Au cours de l'exercice 2004, nous avons décidé d'abandonner la vente de vols secs pour nous concentrer sur la croissance des ventes forfaits.

Les activités européennes de la société ont affiché une marge négative. La diminution de 6,1 % de la marge est une conséquence directe de l'ouragan Wilma sur la région de Cancun, lequel nous a contraint, entre autres, à revoir nos prix de vente à la baisse afin de stimuler les ventes pour cette destination.

Amortissement

L'amortissement est calculé sur les immobilisations corporelles et les autres actifs, ces derniers constitués principalement de frais de mise en exploitation.

L'amortissement a augmenté de 0,5 million de dollars (6,0 %), passant de 8,7 millions à 9,3 millions de dollars. Cette augmentation est attribuable aux acquisitions d'immobilisations corporelles effectuées au cours de l'exercice 2005 qui ont été plus importantes que celles des exercices précédents.

Intérêts sur les obligations en vertu de contrats de location-acquisition et les débetures

Les intérêts sur les obligations en vertu de contrats de location-acquisition et les débetures ont diminué de 3,6 millions de dollars (69,4 %), passant de 5,2 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005 à 1,6 million pour le trimestre terminé le 31 janvier 2006.

Cette diminution s'explique principalement par les économies d'intérêts résultant du rachat d'une débeture au montant de 10,0 millions de dollars le 1^{er} novembre 2005 et par le rachat par anticipation de débetures au montant de 21,9 millions de dollars le 10 janvier 2005. Ce dernier rachat avait entraîné, en plus de la charge d'intérêt, une charge non monétaire de 1,7 million de dollars attribuable à la différence entre la valeur nominale de l'obligation et sa valeur comptable à ce moment et une pénalité d'intérêt de 0,8 million de dollars.

Revenus d'intérêts

La progression des revenus d'intérêts, qui ont augmenté de 0,3 million de dollars (9,3 %) pour le trimestre terminé le 31 janvier 2006, résulte principalement de taux d'intérêts plus élevés.

Gain (perte) de change sur les éléments monétaires à long terme

Le gain de change de 2,4 millions de dollars sur les éléments monétaires à long terme est principalement attribuable à l'effet favorable des taux de change sur nos obligations en vertu de contrats de location-acquisition.

Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites

Notre quote-part du bénéfice net des sociétés satellites est demeurée stable au cours du trimestre comparativement à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Impôts sur les bénéfices

Notre provision pour impôts sur les bénéfices a atteint 3,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2006, par rapport à 3,1 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net des sociétés satellites, le taux d'imposition réel pour le trimestre terminé le 31 janvier 2006 s'est élevé à 44,7 % par rapport à un taux très élevé pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005. Ces taux élevés s'expliquent avant tout par notre décision prise lors de l'exercice 2004 de ne pas comptabiliser le recouvrement d'impôts sur les pertes provenant de nos activités françaises. Également le taux très élevé du trimestre terminé le 31 janvier 2005 est attribuable à la charge non monétaire de 1,7 million de dollars qui a été comptabilisée à la suite du rachat de débetures le 10 janvier 2005.

Bénéfice net (perte nette)

En conséquence des éléments présentés à la section *Activités consolidées*, notre bénéfice net pour le trimestre terminé le 31 janvier 2006 a été de 5,2 millions de dollars, soit 0,14 \$ par action, par rapport à une perte nette de 1,8 million de dollars, soit 0,08 \$ par action lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 38 201 000 pour le premier trimestre 2006 et de 34 363 000 pour le premier trimestre 2005.

Sur une base diluée, le bénéfice par action a atteint 0.13 \$ pour le premier trimestre de 2006, par rapport à une perte par action de 0.08 \$ en 2005. Le nombre moyen pondéré d'actions rajusté utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action s'est élevé à 38 809 000 pour le trimestre écoulé et à 34 363 000 pour 2005. Voir la note 3 des États financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie

Pour les trimestres terminés le 31 janvier
[en milliers de dollars]

	2006 \$	2005 \$	Écart \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	65 119	53 399	11 720
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 874)	(5 645)	(2 229)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(135 442)	(17 217)	(118 225)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(78 197)	30 537	(108 734)

Au 31 janvier 2006, les espèces et quasi-espèces s'établissaient à 195,4 millions de dollars, comparativement à 293,5 millions de dollars au 31 octobre 2005. Les espèces et quasi-espèces détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 202,2 millions de dollars à la fin du premier trimestre 2006 comparativement à 182,3 millions de dollars au 31 octobre 2005. Notre bilan présente un fonds de roulement de 107,7 millions de dollars, soit un ratio de 1,2, par rapport à un fonds de roulement de 225,8 millions et un ratio de 1,6 au 31 octobre 2005. Nous avons aussi accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,8 millions d'euros (16,4 millions de dollars).

L'actif total a diminué de 31,0 millions de dollars (3,3 %), passant de 949,5 millions le 31 octobre 2005 à 918,6 millions le 31 janvier 2006. Cette baisse est principalement attribuable à une diminution de nos espèces et quasi-espèces de 98,1 millions de dollars à la suite du rachat d'actions qui a entraîné un débours de 125,0 millions de dollars. Cette diminution a été compensée par des augmentations de 19,9 millions de dollars de nos espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées et de 54,1 millions de dollars de nos frais payés d'avance dues à l'intensification de l'activité commerciale. L'avoir des actionnaires a diminué de 120,0 millions de dollars, passant de 362,3 millions de dollars au 31 octobre 2005 à 242,3 millions de dollars au 31 janvier 2006. Cette diminution découle principalement du rachat d'actions survenu le 3 janvier 2006.

Activités d'exploitation

Les activités d'exploitation pendant le premier trimestre ont généré des flux de trésorerie de 65,1 millions de dollars, soit 11,7 millions de plus que lors du premier trimestre de l'exercice 2005. Cette augmentation est principalement attribuable à la variation nette dans les dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules. La variation de cette rubrique s'explique par des débours survenus lors du premier trimestre de 2005 plus importants que ceux du présent trimestre.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés pour des activités d'investissement ont atteint 7,9 millions de dollars au cours du trimestre, par rapport à 5,6 millions pour le trimestre correspondant de 2005. L'augmentation de 2,2 millions de dollars est principalement due à des contreparties versées à la suite d'acquisitions d'entreprises lors du trimestre plus importantes que lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés à même les activités de financement ont été de 135,4 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 118,2 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2005. Cette hausse résulte du rachat d'actions survenu le 3 janvier 2006 qui a entraîné un débours de 125,0 millions de dollars.

Ententes hors bilan

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 31 janvier 2006. Ces obligations s'élevaient à 93,7 millions de dollars au 31 janvier 2006 et à 106,8 millions de dollars au 31 octobre 2005.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan qui peut être estimée s'élevait à environ 333,8 millions de dollars au 31 janvier 2006 (356,6 millions au 31 octobre 2005) et se détaille comme suit :

	Au 31 janvier 2006 \$	Au 31 octobre 2005 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	18 771	17 238
Contrats de cautionnement	825	1 260
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	314 163	338 115
	333 759	356 613

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

Endettement

Au 31 janvier 2006, l'endettement avait diminué par rapport au 31 octobre 2005.

La dette au bilan a diminué de 13,0 millions de dollars, passant de 106,8 millions à 93,7 millions de dollars, et notre dette hors bilan a chuté de 22,9 millions de dollars, passant de 356,6 millions à 333,8 millions de dollars, le tout représentant une diminution de la dette totale de 35,9 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2005. La diminution de notre dette au bilan découle principalement du remboursement de la débenture de 10,0 millions de dollars le 1^{er} novembre 2005.

Déduction faite des espèces et quasi-espèces, la dette nette de la société est passée de 169,9 millions de dollars le 31 octobre 2005 à 232,1 millions de dollars le 31 janvier 2006, soit une augmentation de 36,6 %. Cette augmentation découle de l'utilisation de nos surplus d'espèces et quasi-espèces à la suite du rachat d'actions du 3 janvier 2006.

Actions en circulation

Au 31 janvier 2006, il y a trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par les conseil d'administration.

Le 14 novembre 2005, la société a annoncé une offre de rachat de ses actions à droit de vote variable de catégorie A et de ses actions à droit de vote de catégorie B aux fins d'annulation. Un nombre maximum de 7 142 857 actions, soit environ 18 % des 40 156 450 actions à droit de vote variable de catégorie A et actions à droit de vote de catégorie B émises et en circulation de la société pouvaient ainsi être rachetées à un prix d'au moins 17,50 \$ par action et d'au plus 20,00 \$ par action pour totaliser au plus 125 millions de dollars. L'offre expirait le 22 décembre 2005.

Conformément à son offre de rachat annoncé le 14 novembre 2005, la société a racheté, le 3 janvier 2006, un total de 6 443 299 actions à droit de vote, composées de 1 780 797 actions à droit de vote variable de catégorie A et 4 662 502 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 125,0 millions de dollars.

Au 31 janvier 2006, il y avait 5 343 690 actions à droit de vote variable de catégorie A et 28 384 327 actions à droit de vote de catégorie B.

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 13 mars 2006, la société a annoncé qu'elle fera l'acquisition du réseau d'agences de voyages Thomas Cook Travel Limited, situé au Canada, pour une contrepartie de 7,4 millions de dollars.

PERSPECTIVES

Dans notre rapport annuel de 2005, nous prévoyions pour la saison hivernale une demande comparable à celle de 2005 en Amérique du Nord. Nous estimons maintenant que la demande devrait être légèrement supérieure à celle de 2005. Cependant, compte tenu de l'intensification de la concurrence et de l'augmentation de la capacité sur le marché, nous nous attendons à ce que nos marges du prochain trimestre soient compressées.

En Europe, les réservations pour la saison hivernale demeurent à la hausse comparativement à 2005. Au chapitre de la marge, nous estimons que celle-ci devrait être positive pour le prochain trimestre.

Quant à la saison estivale et bien qu'il soit encore tôt, les informations préliminaires indiquent une diminution des réservations en Amérique du Nord et une augmentation des réservations en Europe par rapport à 2005.

Avis

Les vérificateurs indépendants de la société n'ont pas effectué un examen de ces états financiers selon les normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers intermédiaires par le vérificateur de l'entité.

BILANS CONSOLIDÉS

[en milliers de dollars]

	Au 31 janvier 2006 (non vérifié) \$	Au 31 octobre 2005 (vérifié) \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	195 365	293 495
Espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées [note 2]	202 201	182 268
Débiteurs	67 488	69 611
Actifs d'impôts futurs	815	70
Stocks	6 328	7 524
Frais payés d'avance	94 705	40 576
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	25 593	29 259
Total de l'actif à court terme	592 495	622 803
Dépôts	23 852	24 127
Actifs d'impôts futurs	6 398	5 106
Immobilisations corporelles	189 071	195 131
Écarts d'acquisition	98 074	93 741
Autres actifs	8 676	8 629
	918 566	949 537
PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	194 612	193 277
Impôts sur les bénéfices à payer	2 582	4 763
Dépôts de clients et revenus reportés	281 586	182 752
Débeture	—	10 000
Versements sur les obligations en vertu de contrats de location-acquisition échéant à moins d'un an	6 011	6 199
Total du passif à court terme	484 791	396 991
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition	84 557	87 414
Débeture	3 156	3 156
Excédent de la provision pour remise en état des moteurs et cellules sur les dépôts	67 443	63 809
Part des actionnaires sans contrôle et autres passifs	30 770	30 833
Passifs d'impôts futurs	5 555	5 051
	676 272	587 254
Avoir des actionnaires		
Capital-actions [note 3]	150 831	179 438
Bénéfices non répartis	92 381	183 718
Surplus d'apport	710	531
Bons de souscription	1 183	1 187
Écarts de conversion reportés	(2 811)	(2 591)
	242 294	362 283
	918 566	949 537

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

[en milliers de dollars, sauf les montants par action] [non vérifiés]

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier

	2006 \$	2005 \$
Revenus	581 576	588 740
Dépenses d'exploitation		
Coûts directs	307 416	319 408
Salaires et avantages sociaux	63 201	58 595
Carburant d'aéronefs	46 447	36 939
Commissions	45 704	56 620
Entretien d'aéronefs	19 355	21 310
Frais d'aéroports et de navigation	13 022	13 605
Loyer d'aéronefs	12 315	12 999
Autres	60 086	55 431
	567 546	574 907
	14 030	13 833
Amortissement	9 270	8 743
Intérêts sur les obligations en vertu de contrats de location-acquisition et les débetures	1 606	5 248
Autres intérêts et frais financiers	397	374
Revenus d'intérêts	(3 420)	(3 130)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(2 360)	1 607
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(195)	(176)
	5 298	12 666
Bénéfice avant les postes suivants	8 732	1 167
Impôts sur les bénéfices (récupération)		
Exigibles	4 466	2 668
Futurs	(653)	444
	3 813	3 112
Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	4 919	(1 945)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	249	145
Bénéfice net (perte nette) de la période	5 168	(1 800)
Bénéfice (perte) de base par action	0,14	(0,08)
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	0,13	(0,08)

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

[en milliers de dollars] [non vérifiés]

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier

	2006 \$	2005 \$
Bénéfices non répartis au début de la période, solde déjà reporté	183 718	135 322
Modification d'une convention comptable	—	12 151
Bénéfices non répartis au début de la période	183 718	147 473
Bénéfice net (perte nette) de la période	5 168	(1 800)
Prime versée au rachat d'actions [note 3]	(96 197)	—
Frais de rachat d'actions, déduction faite des impôts y afférents de 145 \$	(308)	—
Intérêts sur la composante capitaux propres de débetures, déduction faite des impôts y afférents de 364 \$	—	(778)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	92 381	144 895

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

[en milliers de dollars] [non vérifiés]

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier

	2006 \$	2005 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net (perte nette) de la période	5 168	(1 800)
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sorties (retrées) de fonds		
Amortissement	9 270	8 743
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(2 360)	1 607
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(195)	(176)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(249)	(145)
Impôts futurs	(653)	444
Intérêts sur des débetures	—	1 807
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	179	87
Marge brute d'autofinancement	11 160	10 567
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation	50 325	50 439
Variation nette dans les dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules	3 634	(7 607)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	65 119	53 399
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Augmentation des dépôts	(192)	(2 593)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 865)	(7 703)
Dispositions d'immobilisations corporelles	—	5 001
Variation nette des autres actifs	(329)	(383)
Remboursement de dépôts	69	132
Espèces et quasi-espèces d'une entreprise acquise	—	1 374
Contrepartie pour des entreprises acquises <i>[note 4]</i>	(4 557)	(1 473)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 874)	(5 645)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	(865)	(3 533)
Produit de l'émission d'actions	192	4 752
Rachat d'actions	(125 000)	—
Frais de rachat d'actions	(453)	—
Remboursement de débetures	(10 000)	(21 865)
Variation nette des autres passifs	684	3 429
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(135 442)	(17 217)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(78 197)	30 537
Espèces et quasi-espèces au début de la période	475 763	468 553
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	397 566	499 090

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

[Les montants sont exprimés en milliers à l'exception des actions ordinaires, des options, des bons de souscription et des montants par option et par action] [non vérifiés]

Note 1 Base de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2005.

Note 2 Espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées

Au 31 janvier 2006, les espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées incluent 165 951 \$ [140 675 \$ au 31 octobre 2005] de fonds reçus de clients pour lesquels les services n'avaient pas été rendus et 36 250 \$ [41 593 \$ au 31 octobre 2005] qui étaient cédés en nantissement de lettres de crédit et de contrats de change.

Note 3 Capital-actions

a) Capital-actions

Autorisé

Actions à droit de vote variable de catégorie A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée dépasse 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

Note 3 Capital-actions (suite)

Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action à droit de vote de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Émis et en circulation

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

Pour la période de trois (3) mois terminée le 31 janvier

	Nombre d'actions #	Montant \$
Solde au 31 octobre 2005	40 156 450	179 438
Émission de la trésorerie	8 550	140
Exercice d'options	4 691	41
Conversion de bons de souscription	1 625	15
Rachat d'actions	(6 443 299)	(28 803)
Solde au 31 janvier 2006	33 728 017	150 831

Au 31 janvier 2006, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevaient respectivement à 5 343 690 et 28 384 327.

Rachats d'actions

Le 14 novembre 2005, la société a annoncé une offre publique de rachat de ses actions de catégorie A et de ses actions de catégorie B pour fins d'annulation. Un nombre maximum de 7 142 857 actions, soit environ 18 % des 40 156 450 actions de catégorie A et actions de catégorie B émises et en circulation de la société pouvaient ainsi être rachetées à un prix d'au moins 17,50 \$ par action et d'au plus 20,00 \$ par action pour totaliser au plus 125 000 \$. L'offre expirait le 22 décembre 2005.

Conformément à son offre de rachat, la société a racheté le 3 janvier 2006 un total de 6 443 299 actions à droit de vote, composé de 1 780 797 actions de catégorie A et de 4 662 502 actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 125 000 \$.

b) Options

	Nombre d'actions #	Prix moyen pondéré \$
Solde au 31 octobre 2005	796 069	10,69
Exercées	(4 691)	8,79
Annulées	(39 154)	6,25
Solde au 31 janvier 2006	752 224	10,94
Options pouvant être exercées au 31 janvier 2006	353 848	10,47

Note 3 **Capital-actions** (suite)

c) Bons de souscription

	Nombre de bons de souscription #	Montant \$
Solde au 31 octobre 2005	409 475	1 187
Exercés	(1 625)	(4)
Solde au 31 janvier 2006	407 850	1 183

d) Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action ont été calculés comme suit :
[en milliers de dollars, sauf les montants par action]

Pour les périodes de trois (3) mois
terminées le 31 janvier

	2006 \$	2005 \$
NUMÉRATEUR		
Bénéfice net (perte nette)	5 168	(1 800)
Intérêts sur débetures convertibles	—	(778)
Bénéfice (perte) attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote et servant au calcul du bénéfice dilué (de la perte diluée) par action	5 168	(2 578)
DÉNOMINATEUR		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	38 201	34 363
Effet des titres dilutifs		
Options d'achat d'actions	349	—
Bons de souscription	259	—
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué par action	38 809	34 363
Bénéfice (perte) de base par action	0,14	(0,08)
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	0,13	(0,08)

La débeture pouvant être réglée en actions n'a pas été pris en compte dans le calcul du bénéfice dilué par action de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2006 en raison de son effet antidilutif; l'incidence potentielle de ce titre sur le dénominateur est de 171 000 actions. De plus, 137 000 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société.

Les débetures convertibles, les débetures pouvant être réglées en actions de catégorie B et les bons de souscriptions n'ont pas été pris en compte dans le calcul de la perte diluée par action de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2005 en raison de leur effet antidilutif; l'incidence potentielle de ces titres sur le dénominateur est de 6 514 000 actions. Étant donné la perte enregistrée pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2005, 1 055 045 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul de la perte diluée par action en raison de leur effet antidilutif.

Note 4 Acquisitions d'entreprises

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2006, la société a procédé à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Le 1^{er} décembre 2005, la société a acquis les actifs de vingt agences de voyages du réseau de Carlson Wagonlit Travel en France pour une contrepartie au comptant de 3 102 € [4 314 \$]. Un écart d'acquisition de 3 920 \$ a été constaté à la suite de cette opération. Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter du 1^{er} janvier 2006.

Au cours du premier trimestre de 2006, la société a acquis, par l'intermédiaire de Trip Central, les actifs de quatre agences de voyages situées en Ontario pour une contrepartie totale de 812 \$. Un montant de 243 \$ a été versé au comptant aux dates d'acquisition, et le solde de 569 \$ est payable en versements répartis sur des périodes variant de trois à cinq ans. Un écart d'acquisition de 678 \$ a été constaté à la suite de ces opérations. Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective.

Note 5 Coûts de restructuration

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, la société a mis en œuvre un programme de restructuration visant à changer la structure de gestion et à repositionner sa filiale Look Voyages S.A. Les coûts de restructuration relativement à ce programme ont été comptabilisés au cours de ce même exercice.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2003 et à la suite de l'élaboration d'un programme de restructuration, la société a procédé à des changements au niveau de sa structure de gestion ainsi qu'à une réorganisation qui touchait la nature et le dosage de ses activités en France et au Canada. Les coûts de restructuration relativement à ce programme ont été comptabilisés au cours de ce même exercice.

Le tableau qui suit fait état des activités et du solde des provisions de restructuration 2004 et 2003 pour la période de trois mois terminée terminée le 31 janvier 2006.

	Prestations de cessation d'emploi \$	Frais de résiliation de contrats \$	Autres coûts \$	Total \$
Solde au 31 octobre 2005	1 826	1 118	236	3 180
Cumul des prélèvements monétaires	293	—	39	332
Écart de conversion	4	20	4	28
Solde au 31 janvier 2006	1 529	1 098	193	2 820

Note 6 Informations sectorielles

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique du nord et en Europe.

Pour la période de trois (3) mois terminée le 31 janvier 2006	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$
Revenus	510 680	70 896	581 576
Dépenses d'exploitation	489 457	78 089	567 546
	21 223	(7 193)	14 030
Amortissement	8 558	712	9 270
Acquisition d'immobilisations	2 756	109	2 865
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition [1]	231 498	55 647	287 145

Pour la période de trois (3) mois terminée le 31 janvier 2005	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$
Revenus	506 030	82 710	588 740
Dépenses d'exploitation	485 420	89 487	574 907
	20 610	(6 777)	13 833
Amortissement	7 883	860	8 743
Acquisition d'immobilisations	7 315	388	7 703
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition [2]	234 882	53 990	288 872

[1] Au 31 janvier 2006

[2] Au 31 octobre 2005

Note 7 Garanties

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 4,8,9,10 et 19 des états financiers consolidés vérifiés 2005 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

Contrats de location-exploitation

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

Note 7 **Garanties** (suite)

Lettres de crédit irrévocables

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services touristiques, tels que chambres d'hôtel, qu'elle s'est engagée à payer, peu importe qu'elle les vende ou non. Ces ententes, qui portent sur des blocs de services touristiques considérables, sont généralement émises pour un an et sont renouvelables. La société a également remis aux organismes provinciaux de réglementation de l'Ontario et de la Colombie-Britannique des lettres de crédit garantissant certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 31 janvier 2006, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 18 771 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

Contrats de cautionnement

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 janvier 2006, le montant total de ces garanties s'élevait à 825 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes.

Au 31 janvier 2006, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

Note 8 **Événement postérieur à la date du bilan**

Le 13 mars 2006, la société a annoncé qu'elle fera l'acquisition du réseau d'agences de voyages Thomas Cook Travel Limited, situé au Canada, pour une contrepartie de 7 400 \$.